

Accord professionnel
SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF)

AVENANT N° 1 DU 6 MAI 2014
À L'ACCORD DU 28 AVRIL 2004 RELATIF À LA CRÉATION
D'UNE COMMISSION PARITAIRE DE BRANCHE

NOR : ASET1451021M

A la suite de la publication de l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans les activités sanitaires, sociales et médico-sociales à but non lucratif, les partenaires signataires du présent avenant ont décidé de modifier les articles 3.2, 2.1 et 4 de l'accord de branche du 28 avril 2004.

Article 1^{er}

Composition de la commission paritaire de branche

Les dispositions suivantes de l'article 3.2 sont abrogées :

« La délégation des salariés comprendra 15 représentants, 3 représentants par organisation syndicale représentative. La délégation UNIFED aura 15 représentants. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La commission paritaire de branche est composée de 3 membres dûment mandatés par chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et autant de représentants des employeurs. »

Article 2

Méthodologie et objectifs de travail

L'article 2.1 est complété de la manière suivante :

« Lors des convocations aux commissions paritaires, l'ensemble des documents est envoyé à toutes les organisations syndicales représentatives. »

Article 3

*Moyens donnés pour le fonctionnement de la CPB
et de ses commissions techniques paritaires*

Il est ajouté suite au paragraphe 2 de l'article 4 le paragraphe suivant :

« Lorsque l'organisme n'applique aucune convention collective, les représentants des organisations syndicales dûment mandatés bénéficient d'une autorisation d'absence de 1 jour pour assister à la réunion. »

Article 4

Agrément

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité légales.

Le présent avenant est présenté à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements de la branche indépendamment du secteur d'activité concerné, social, médico-social ou sanitaire. Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que le présent avenant puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Il prendra effet le lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

Fait à Paris, le 6 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNIFED.

Syndicats de salariés :

FNSS CFDT ;

FFASS CFE-CGC ;

FSS CFTC.